



## **CONFERENCE DE PRESSE HEBDOMADAIRE DE LA MINUSCA** **Mercredi, 19 juillet 2023**

### **SOMMAIRE**

- Vladimir MONTEIRO, porte-parole de la MINUSCA
- Lieutenant-Colonel Abdoul Aziz Ouedraogo, porte-parole de la Force
- Inspecteur principal Apollinaire Rudatinya, porte-parole de la Police

### **PORTE-PAROLE DE LA MINUSCA**

● La MINUSCA continuera d'appuyer le comité de mise en œuvre et de suivi de la stratégie nationale pour la restauration de l'autorité de l'Etat animé par la Primature et de travailler en collaboration avec toutes les parties prenantes de ladite politique, notamment les ministères de l'Administration territoriale et de la Fonction publique et de la Réforme administrative, ainsi que les différents partenaires.

La MINUSCA ainsi que le PNUD ont financé l'étude et l'organisation de l'atelier de validation technique de la Feuille de route de la Stratégie nationale de restauration de l'autorité de l'Etat, organisé les 12 et 13 juillet à Bangui, en présence de 45 participants dont 15 femmes.

Cette initiative, portée par le Ministre délégué et Directeur de cabinet adjoint de la Primature, marque une étape importante dans le processus de restauration de l'autorité de l'Etat, notamment en termes de coordination, de mutualisation des ressources nécessaires pour financer la stratégie nationale et de mise en œuvre de la feuille de route.

Depuis 2015, la MINUSCA apporte son appui à la restauration de l'autorité de l'Etat, notamment par la réhabilitation et l'équipement de bâtiments administratifs, ainsi que le renforcement des capacités et le déploiement des fonctionnaires et agents de l'Etat.

Ainsi, la Mission a réhabilité, équipé et parfois construit plus de 170 bâtiments administratifs à travers les projets à impact rapide. En 2022-2023, plus de 5.500 autorités, fonctionnaires et agents de l'Etat (dont environ 1.400 femmes) ont été formés par les cadres des ministères de l'Administration territoriale et de la Fonction

publique et réforme administrative avec l'appui de la MINUSCA, notamment aux nouvelles compétences liées à la décentralisation, à la gestion des budgets publics, aux droits et devoirs des agents et fonctionnaires de l'Etat.

La MINUSCA, à travers sa section des Affaires civiles a également facilité le déploiement et le maintien en poste de plus de 5.550 autorités, agents et fonctionnaires de l'Etat depuis 2015.

- La MINUSCA se réjouit de l'organisation du premier groupe du Baccalauréat 2023, à laquelle elle a apporté un soutien logistique à savoir le transport des présidents de jury et les matériels dans les centres d'examen d'accès difficiles par la route. Le ministère de l'Education nationale a de nouveau sollicité l'appui de la Mission dans l'organisation du second groupe du Baccalauréat prévu le 14 août.

En 2023, 23065 jeunes centrafricains se sont enregistrés en vue de concourir pour l'obtention du Baccalauréat dans les 54 centres d'examens ouverts sur l'ensemble du territoire centrafricain.

Depuis plus de cinq ans, la MINUSCA apporte son soutien au ministère de l'Education nationale pour l'organisation logistique et sécuritaire des examens de BEPC et du Baccalauréat dans les zones difficiles d'accès et d'instabilité. L'appui de la Mission s'inscrit dans les initiatives destinées à renforcer l'extension de l'autorité de l'Etat sur le territoire national.

- Le Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, préside ce mercredi, 19 juillet 2023, à New York, la cérémonie annuelle à la mémoire de personnels civils et en uniforme de l'organisation qui ont perdu la vie au service de la paix en 2022.

A cette occasion, neuf casques bleus de la MINUSCA seront honorés par le Secrétaire général.

## **AFFAIRES JUDICIAIRES ET PENITENTIAIRES**

- Le jeudi 20 juillet, la Chambre d'appel de la Cour pénale spéciale (CPS) rendra son arrêt dans l'« affaire Paoua » (*Parquet spécial contre Issa Sallet Adoum, Ousman Yaouba et Mahamat Tahir*). Pour rappel, la Chambre d'appel de la CPS est chargée d'examiner le jugement rendu le 31 octobre 2022 par la Chambre d'assises de la CPS suite aux appels des parties.

En octobre dernier, la Chambre d’assises avait reconnu Issa Sallet Adoum coupable en qualité d’auteur de divers crimes contre l’humanité et crimes de guerre commis à Koundjili et Lemouna, Préfecture de l’Ouham-Pendé, le 21 mai 2019. La Chambre d’assises avait également reconnu Sallet Adoum coupable en sa qualité de chef militaire des viols constitutifs de crimes contre l’humanité et de crimes de guerre pour les viols commis par ses subordonnés à Koundjili le 21 mai 2019.

De même, la Chambre d’assises avait reconnu Ousman Yaouba et Mahamat Tahir, coupables en qualité d’auteur, de divers crimes contre l’humanité et crimes de guerre commis à Koundjili le 21 mai 2019. La Chambre d’assises avait condamné Issa Sallet Adoum à une peine d’emprisonnement à perpétuité et Ousman Yaouba et Mahamat Tahir à une peine de 20 ans d’emprisonnement.

Il s’agit de la première affaire devant la Cour pénale spéciale qui concerne trois membres du groupe armé « 3R ». Il s’agit également du tout premier arrêt de Chambre d’appel de la CPS sur une affaire sur le fond.

Conformément à son mandat, la MINUSCA, à travers la Section des affaires judiciaires et pénitentiaires, fournit un soutien technique, substantiel, opérationnel, stratégique et logistique à la CPS, y compris durant l’« affaire Paoua » pour laquelle elle a fourni un appui multiforme à travers toutes les diverses différentes étapes de la procédure, de l’enquête au jugement.

La MINUSCA a également été mandatée par le Conseil de sécurité de « Faciliter la coordination et la mobilisation d’un appui bilatéral et multilatéral accru en faveur du bon fonctionnement de la Cour pénale spéciale ».

## **COHÉSION SOCIALE ET RÉCONCILIATION**

- La MINUSCA a remis, au début de semaine, trois infrastructures sociales aux autorités et à la population de l’Ombella M’poko : il s’agit d’un centre pédiatrique à Boali, de la Maison de la femme à Yaloké et d’une école maternelle à Bossembélé.

Ces infrastructures ont été construites et équipées à hauteur de 133 millions de CFA (centre pédiatrique - 71 millions ; maison de la femme - 31 millions et école maternelle - 31 millions), dans le cadre du programme de réduction de la violence communautaire (CVR) de la MINUSCA.

Le centre pédiatrique permettra de renforcer le système de santé dans la préfecture tandis que la maison de la femme vise à renforcer le tissu social et le dialogue entre les communautés, tout en permettant aux bénéficiaires de participer à des activités qui favorisent leur autonomisation et leur rôle dans la société.

## **BUREAUX RÉGIONAUX**

- 15 habitants de Mingala dont trois femmes ont été récemment formés sur l'importance des mécanismes d'alerte précoce et de réponse, avant d'intégrer le réseau d'alerte précoce de Mingala, dans la préfecture de la Basse-Kotto.

La formation a été menée par l'agent de liaison communautaire du bureau de la MINUSCA à Bambari, à l'occasion de l'arrivée de la Force de réaction rapide portugaise (QRF), le 13 juillet dans cette localité du centre-sud de la RCA, dans le cadre des actions de la Force destinées à protéger les populations civiles.

## **PORTE-PAROLE DE LA FORCE DE LA MINUSCA**

Cette semaine, la situation sécuritaire en République Centrafricaine a été calme en général malgré quelques incidents isolés à l'Est. Les unités de la Force de la MINUSCA continuent d'assurer leurs missions prioritaires de protection des civils et de sécurisation du territoire avec dévouement et professionnalisme. Le soutien à l'acheminement sans entrave et en toute sécurité de l'aide humanitaire reste aussi une des tâches majeures.

L'actualité de la Force a été marquée par la visite opérationnelle du nouveau commandant de la force la Général de Corps d'Armée Humphrey Nyone à Sam-Ouandja le mercredi 12 juillet 2023. Accompagné du chef de bureau de Bria, du préfet de Sam-Ouandja, du commandant du secteur Est et d'une équipe pluridisciplinaire, il a échangé avec les casques bleus rwandais stationnés dans la localité. Il a encouragé les soldats de la paix pour leur abnégation et professionnalisme dans la mise en œuvre du mandat, suite à leur vigoureuse réaction lors de l'attaque des éléments armés la semaine dernière contre une patrouille de la Force.

Le 14 juillet a eu lieu au quartier Général de la Force à UCATEX, la cérémonie d'hommage au Sergent Eustache Tabaro du contingent rwandais, tombé sur le champ d'honneur le 10 juillet 2023 à Sam-Ouandja. Elle s'est déroulée en présence

de la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies, Valentine Rugwabiza, du leadership de la Mission, du Chef d'Etat-major adjoint des Forces armées centrafricaines, le Général Victor Yakoub, et du corps diplomatique. Pour le Commandant de la Force, le Général de corps d'armée Humphrey Nyone, la disparition du Sergent Tabaro représente « le sacrifice ultime d'un vaillant soldats de la paix pour la RCA ».

A Bangui, les unités de la Force conjointe poursuivent sans relâche les missions de sécurisation des institutions de la République, par des gardes statiques, et de protection des populations civiles à travers des patrouilles nocturnes et diurnes dans la capitale et ses environs.

Dans la région Ouest, la situation sécuritaire est calme. Le contingent bangladais a lancé une patrouille robuste de longue portée sur plusieurs jours de Bouar à Samba.

A l'Est, la situation sécuritaire dans le Nord-Est reste un peu tendue. Les patrouilles de sécurisation que mènent les casques bleus se poursuivent dans toute la zone. Une attention particulière reste portée au triangle Sam Ouandja - Ouanda Djallé - Ouadda. Une posture robuste et une vigilance permanente des troupes zambiennes et rwandaises y sont maintenues. Le contingent marocain patrouille dans les localités de Zemio et Mboki. Les soldats de la paix pakistanais pour leur part ont sillonné l'axe de Ndélé jusqu'à Gordil.

Dans le Centre, les unités de la Force conjointe de Bambari ont intensifié les patrouilles de différents types afin de contrôler les zones où sont signalées une présence d'élément armés. Les casques bleus népalais ont dominé la zone de Dimbi, tandis que leurs homologues portugais, déployés en renfort ont patrouillé et dominé Pouloubou et Mingala. Des survols de reconnaissance et de surveillance ont également été effectués par l'unité d'aviation tunisienne, déployée elle aussi en appui, afin de déceler tout groupe armé et prévenir toute attaque contre les populations. La réunion hebdomadaire conjointe de sécurité s'est tenue à SIBUT entre le contingent burundais, UNPOL, les Forces de défense et de Sécurité centrafricaines et les composantes civiles de la mission.

Dans le cadre de la collaboration avec les FACA dans la partie centre de la RCA, le contingent népalais a effectué des patrouilles conjointes avec les soldats FACA à Boyo, Alindao et Kouango.

## **PORTE-PAROLE DE LA POLICE DE LA MINUSCA**

Le 13 juillet, le Chef de la composante Police, le Commissaire de Police Christophe Bizimungu, a reçu une délégation d'experts de la Standing Police Capacity, attaché à la Division de la Police des Nations Unies. Les échanges ont porté sur le déroulement de la formation des UNPOL et Forces de Sécurité Intérieure centrafricaines (FSI) à l'élaboration du document de Politique sectorielle de la sécurité intérieure.

### **ACTIVITES DU LEADERSHIP**

Du 11 au 13 juillet, le pilier développement d'UNPOL a appuyé le PNUD dans l'organisation de l'atelier de vulgarisation et de sensibilisation des Forces de Sécurité Intérieure sur le nouveau registre de garde à vue à Bangui. L'objectif vise à sensibiliser et former les chefs d'unités FSI pour un bon usage de ce nouvel outil, afin d'améliorer les procédures judiciaires et favoriser la lutte contre les violations des droits de l'homme. UNPOL a apporté son expertise pour l'élaboration d'un nouveau registre de garde à vue. Après la validation du document, plusieurs exemplaires ont été édités et mis à la disposition des bénéficiaires.

Le 10 juillet, UNPOL a pris part à la cérémonie de lancement de l'atelier de formation des cadres des FSI, à l'élaboration d'un autre document important, la Politique ou Stratégie Nationale de Sécurité. L'atelier visait la formation des cadres nationaux FSI et UNPOL, afin d'appuyer les ministères en charge de la sécurité intérieure, à renforcer les capacités fonctionnelles, organisationnelles et opérationnelles de leurs directions.

### **AUTRES ACTIVITES**

Le 13 juillet, s'est tenue à UCATEX une formation par vidéoconférence sur le discours de haine en période sensible organisée par la composante police de la MINUSCA en faveur des autorités locales et administratives (Maire, préfet et Sous-préfet) de Bangui et des secteurs. L'objectif principal était de sensibiliser ces leaders aux phénomènes de la désinformation et du discours de haine en tant que menace à la paix, à la stabilité et à la sécurité publique pendant le cycle électoral ainsi que sur le lien entre la désinformation et l'incitation à la haine et la violence liée aux élections et les approches pour contrer ces menaces.

Le 12 juillet, UNPOL, en collaboration avec le conseil préfectoral de la jeunesse de Ndele, s'est entretenue avec 72 personnes, dont 48 femmes du quartier Ngadja sur

la justice populaire liée aux soupçons de la pratique de sorcellerie ou du charlatanisme. Les participants ont été exhortées à bannir toutes formes de violences contre les personnes suspectées de pratique de sorcellerie et de se référer aux FSI. Le même jour, UNPOL a animé une séance de sensibilisation sur les violences basées sur le genre (VBG) au profit de 60 personnes dont 25 femmes, au site des personnes déplacées internes « Bouca Moderne » de Batangafo. Elles ont été invitées à dénoncer aux autorités compétentes tous les actes de violences dont elles seraient victimes.

Le 10 et 17 juillet, UNPOL a procédé à une distribution d'eau potable aux populations du quartier Votombo I dans le 4<sup>e</sup> arrondissement et Ngongo dans le 8<sup>e</sup> arrondissement de Bangui.

## **APPUI OPERATIONNEL**

Dans le cadre de l'exécution du mandat de la MINUSCA, les équipes de terrain (colocation et Unités de Police Constituées - FPU/PSU) ont effectué des patrouilles diurnes et nocturnes de sécurisation et de mise en confiance des populations à Bangui ainsi qu'en province. De même, la composante police a mené des séances de suivi, encadrement et conseil (*Monitoring, Mentoring and Advising*) au profit des FSI.

Le 16 juillet, les équipes UNPOL, en colocation dans les différents services de Police et Gendarmerie, ont sécurisé les lieux de culte tant à Bangui qu'en province. Ce fut également l'occasion pour UNPOL de sensibiliser les fidèles à la culture de la tolérance, la cohésion sociale et la paix.

Le 14 juillet, UNPOL a pris part à la couverture sécuritaire de la marche organisée à Bangui par le BRDC dans le cadre de son mandat de protection des civils et en appui aux FSI. Le même jour, l'UNPOL a apporté son appui technique aux FSI lors de l'escorte de détenus ainsi que la sécurisation de l'audience correctionnelle au Tribunal de Grande Instance de Kaga-Bandoro/Préfecture Nana-Gribizi.